

AUTOGESTION – DEMOCRATIE DIRECTE

I/ Qu'est ce que l'autogestion, comment ça fonctionne ?

Terme apparu dans les années 60, évoqué suite aux expériences yougoslaves et algériennes notamment, relativement nouveau dans la langue française. Sujet à différentes déformations (comme la participation, la cogestion, l'association → intégration des salariés dans le lieu de décision d'une entreprise comme le prônait De Gaulle, ou encore la Démocratie Directe). Mais dans chacun de ces concepts, il y a au fond le besoin de ne plus être un pion, dépendant du pouvoir d'une classe dirigeante, le besoin ressenti de décider nous même de ce qui nous concerne.

Face à une situation de crise économique et de faillite des « grands systèmes » politiques, l'autogestion peut incarner l'alternative. Mais qu'en est il des expériences historiques de ces pratiques, lorsqu'elles ont eu lieu ? Pour quel résultat ? Pourquoi ? Et comment la mettre en œuvre, ici et maintenant ?

Que penser de certain(e)s camarades qui soutiennent que l'autogestion ne peut-être mise en œuvre qu'une fois le capitalisme disparu ?

Commençons par soulever cette dernière objection : L'autogestion est viable, mais se heurte à des difficultés du fait de son intégration dans le système capitaliste. L'autogestion mise en œuvre dans le système capitaliste est donc limitée, et fait face à des contradictions évidentes mais cela ne signifie pas que ça ne fonctionne pas.

C'est une pratique défendue (avec la démocratie directe : prise de décisions collective des membres d'une communauté sans délégation à des chefs) dès le XIX ème siècle par Pierre Joseph Proudhon comme moyen, et comme but, afin de parvenir à une société libertaire. Proudhon et d'autres anarchistes utopistes s'enflamment sans doute un peu rapidement, oubliant donc un environnement capitaliste qui « travail » en permanence contre ces initiatives, les rendant éphémères, au mieux limitées.

D'autres problèmes sont plutôt imputables à l'humain comme le rappelle un boulanger de « La conquête du pain » (Boulangerie autogérée à Montreuil depuis 2010), tous les rapports hiérarchiques ne sont pas (encore) balayés au sein de leur petit commerce : Différences d'investissement (humain et/ou en capital), d'ancienneté, et des enjeux de pouvoir qui refont malheureusement parfois surface.

Cela n'empêche pas d'autres entreprises autogérées, comme la scierie « Ambiance Bois » située sur le plateau de Millesvaches, de poursuivre son activité de production depuis 25 ans, tout en s'appliquant à effectuer une rotation des tâches, en intégrant de nouvelles personnes – qui ne sont pas forcément des libertaires convaincus – et en les familiarisant avec cette manière de fonctionner.

A « Ambiance Bois » comme à la « Conquête du Pain », un constat : Beaucoup de personnes, d'apprentis, aspirent à travailler en leur sein, curieux de cette manière de fonctionner, et parce que ce fonctionnement offre des conditions de travail bien plus agréables et humaines qu'ailleurs. Cela est déjà une grande réussite dans un système capitaliste où n'importe quelle entreprise est soumise à l'impératif de rentabilité si elle veut survivre.

Si les pratiques d'autogestion et de démocratie directe sont nécessaires, autant pour permettre l'initiation et l'expérimentation (en cela, c'est un peu comme n'importe quelle lutte sociale, grève, révolution, même quand c'est un échec au final...) de ceux qui y participent directement, que pour faire réaliser aux sceptiques que l'alternative est crédible et qu'elle fonctionne, elle ne peut suffire à changer radicalement les choses si elle perd de vue l'indispensable nécessité d'un "renversement violent de la société bourgeoise", cher à Karl Marx.

A l'instar, par exemple, du syndicalisme, l'autogestion ne doit pas être qu'un moyen plus ou moins « neutre ». Comme le syndicalisme révolutionnaire, elle doit trouver sa finalité en un objectif de transformation sociale et ne pas tendre fatalement à « l'intégration » au système capitaliste, qui a une faculté de récupération forte. Qu'elle n'y suffise pas, nous l'avons évoqué, est probable mais n'est pas

l'essentiel. L'essentiel c'est de pratiquer, rendre concret, propager ces pratiques. Ainsi, nous ne sommes plus dans l'utopie mais dans le vrai. Faire cela c'est préparer le terrain et accompagner une révolution future, dont on ne peut de toute façon ni présumer d'où elle viendra, ni comment elle se déroulera.



Et puisque nous parlons de révolution, historiquement, ça a donné quoi l'autogestion durant des périodes révolutionnaires ? Rapide topo, historique avant de revenir à des choses moins anciennes.

Divers exemples à travers l'histoire démontrent que le modèle autogestionnaire fonctionne et cela dans des situations très différentes. Tout d'abord, dans le cadre des révolutions, comme en Russie en 1917 ou en Espagne en 1936 où l'on peut constater que l'autogestion n'est pas forcément une simple petite bulle dans un océan capitaliste mais qu'elle peut être un mode de gestion à l'échelle de régions ou de bassins économiques entiers.

L'autogestion en Russie comme en Espagne se tient dans un contexte révolutionnaire. Après la révolution de février 1917, les ouvriers s'emparent des usines et s'y organisent en comités ou conseils. Si les bolchéviks se limitent à des mesures transitoires (ingérence des travailleurs/travailleuses dans la gestion des entreprises ou dans le calcul du prix de revient par exemple), seuls les anarchistes avancent les mots d'ordre d'occupation des terres et des usines, d'expropriation de la bourgeoisie et de suppression de la propriété privée.

En somme, pourrait-on dire, s'oppose le contrôle ouvrier des bolchéviks face à la gestion ouvrière d'influence libertaire.

Le 20 octobre 1917, à la première Conférence panrusse des comités d'usine, une motion demande « *le contrôle de la production* ».

Malgré les réussites en Ukraine (Goulaï Polé) ou à Kronstadt, l'idée de Lénine est que se passer d'autorité et de subordination est un « rêve d'anarchistes ». A Goulaï Polé et aux alentours, l'idée des soviets libres fut aussitôt favorablement assimilée par le peuple. Les paysans se sont efforcés, ayant instinctivement compris le système simple des soviets libres, de créer lentement mais sûrement de telles organisations. Ils deviendront indubitablement les plus fermes partisans, et sentiront sans aucun doute qu'ils se sont placés sur une base saine qui garantit l'édification d'une libre vie commune. La compréhension des travailleurs démontre irréfutablement l'amour de la liberté des paysans ainsi que leur décision inébranlable de participer eux-mêmes à la construction d'une vie libre, indépendante et égalitaire.

A Kronstadt également, l'organisation fut similaire. Il y eut une culture commune de la terre, terre divisée en petits lots réparties par tirage au sort. Semences fournies par un comité de ravitaillement, lopins de terre labourés à tour de rôle...

Dans le sud de l'Ukraine, sous l'impulsion du mouvement de l'anarchiste Nestor Makhno, seront développés des communes libres, où sera pratiquée la démocratie directe évidemment.



Face aux réussites autogestionnaires gênantes des comités d'usines, les bolchéviks argumenteront en affirmant que l'autogestion ne tiendrait pas compte des besoins rationnels de l'économie et entretiendrait un « égoïsme d'entreprise » en concurrence et se disputant de maigres ressources (dérive capitaliste).

Il s'en suivra une immixtion croissante de la bureaucratie étatique dans l'économie. Petit à petit, la base perdra tout son pouvoir, mais avec une façade toujours soignée. Les élections aux comités d'entreprise, par exemple, ne sont pas supprimées mais quiconque se déclare contre les candidats proposés se voit infliger des sanctions pécuniaires.

On en revient alors aux rapports qui existaient jadis entre le Travail et le Capital, le capitalisme d'Etat est né.

Ce n'est pas l'autogestion qui a échoué, elle a été détruite pour des raisons politiques et cette expérience comme bien d'autre nous montre que l'autogestion ne peut fonctionner dans un régime politique opposé et sans le droit à un minimum de liberté d'expression, liberté d'association etc.

Tout comme en Russie, l'**autogestion espagnole** se tiendra dans un contexte révolutionnaire.

Tout comme en Russie, le Parti Communiste sabotera autant que possible ces expériences.

Comme le remarque presque prophétiquement en 1925 Valeriano Orobón Fernández : « Le syndicat d'aujourd'hui est potentiellement la coopérative de producteurs de demain ».

Au lendemain de la révolution du 19 juillet 1936, riposte populaire au coup d'État franquiste, nombre de domaines agricoles et d'usines avaient été abandonnés par leurs propriétaires. Spontanément, ils s'associèrent en collectivités. Dès le mois d'août se tint à Barcelone un congrès syndical représentant plusieurs centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de petits paysans.

Durant les deux ans et demi que durera la guerre, toute l'industrie de guerre reposa sur les usines collectivisées par les syndicats de la CNT et de l'UGT. L'Autogestion se fera dans le système déjà en place, qui n'est rien d'autre que le Taylorisme (travail à la chaîne), mais il sera autogéré, et c'est cela qui nous intéresse.

On estime qu'il y eu en Espagne à cette époque 1865 collectivités industrielles, agricoles et de services regroupant entre 1,2 et 1,4 million de travailleurs et leurs familles (sur une population active de 5 millions de personnes). Quasiment 1/3 des travailleurs espagnols est à la CNT.

L'Autogestion a embrassé des zones aussi diverses que l'Aragon avec son agriculture sous-développée, la Catalogne avec son industrie de guerre, le Levant avec son agriculture exportatrice, ou la coiffure et le spectacle à Barcelone même.

Les collectivités prirent des mesures pour augmenter la production et la rationaliser.



Culturellement également, il faut remarquer que des écoles et des bibliothèques furent créées et qu'il y eut des tentatives significatives de socialisation de la médecine et l'institution de soins gratuits dans les collectivités agricoles d'Aragon. Les collectivités furent liées entre elles par une Fédération qui organisera le commerce avec le secteur non collectivisé. Il y eut des caisses de compensation pour les collectivités les plus pauvres, et les déviations de certaines collectivités qui se replièrent sur elles-mêmes furent majoritairement corrigées.

Une planification de type « anarchiste » fut mise en place, et dans l'industrie la CNT mettra en place une échelle des salaires allant de 1 à 2 ! Malgré les conditions défavorables dans lesquelles elle se déroula et sa courte existence, l'expérience a ouvert de nouvelles perspectives au socialisme, à un socialisme authentique, animé de bas en haut, émanation directe des travailleurs des campagnes et des villes.

Cette expérience autogestionnaire, la plus riche et la plus dense de l'histoire, démontre également, et c'est essentiel, que la coexistence du double pouvoir (autogestionnaire et légal) est impossible.



L'expérience **argentine** nous montre que l'autogestion ne concerne pas que des situations révolutionnaires, mais peut aussi être une réponse à une crise.

La crise financière qui secoua l'Argentine a poussé dans de multiples entreprises, les patrons à abandonner les ouvriers et ouvrières à leur triste sort.

Tableau de la situation : Les argentins supportent un taux de chômage de 21%. 21 millions d'argentins vivent sous le seuil de pauvreté, 10 millions dans une vraie misère. Rapidement, cela s'explique par un processus d'appauvrissement, de chômage et de remise des principaux leviers de l'économie aux monopoles financiers du capital, initié avec la dictature de 1976.

Fin des années 90, les premières organisations de chômeurs naissent et quelques usines sont remises en marche par les travailleurs. Elles se formeront en coopératives petit à petit. Au moment de la fuite des patrons, la nécessité de s'organiser a surgi, et les entreprises ont commencé à être récupérées.

Comme dans bien d'autres cas (Prague 1945 par exemple), la disparition du pouvoir légitime ou rendu illégitime rend ainsi l'autogestion naturelle.

En plus de fonctionner, l'autogestion devient même le seul recours.

150 entreprises (Brukman, Ghelco, Grisinopolis...) adopteront la forme légale de coopératives. L'expropriation effectuée, l'Etat – forcé par le rapport de force avec la population - apporte un capital initial, paie les salaires, pendant que les ouvriers gèrent et planifient la production. Cette solution ne met pas en cause les rapports de production capitaliste. La difficulté de l'autogestion argentine sera celle-ci : Sortir du carcan de l'état.

De manière un peu caricaturale, on pourra distinguer une autogestion molle, se contentant de s'assurer des moyens de travailler, et une autogestion qui, au-delà, porte un vrai projet de transformation sociale.

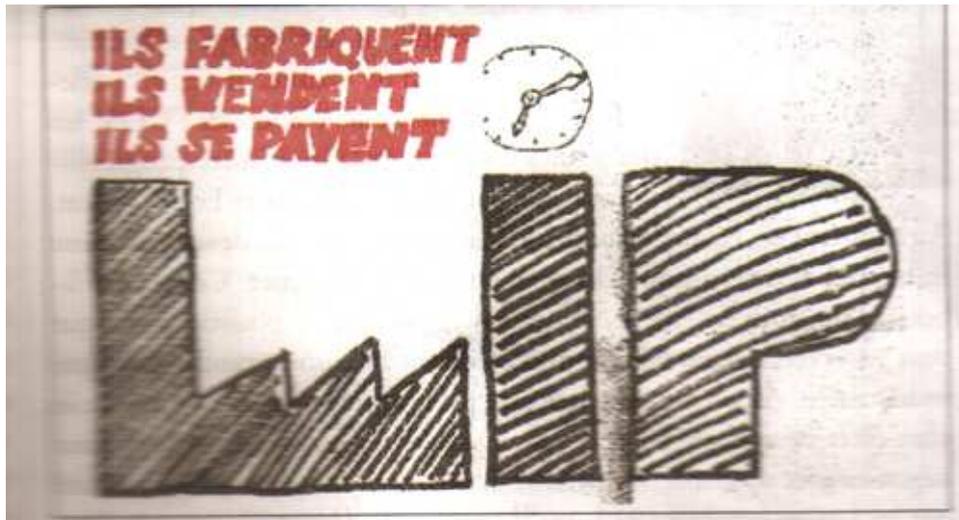
L'entreprise Impa, première coopérative récupérée par les travailleurs en étant déjà une coopérative, fera face à un autre dilemme : Elle conjugue des conditions de travail désastreuses pour les travailleurs, tandis que ces derniers se payent plutôt très convenablement (900 – 1 000 pesos/mois). Les voilà face à un choix :

Investir dans les conditions de travail ou dans les hausses de compétitivité ?

Impa mettra en place un conseil d'administration que les travailleurs occupent à tour de rôle, ouvrira un centre culturel dans l'usine qui sera fermé, fera face à une dette très importante et des attaques de l'Etat et de requins de l'immobilier intéressés. En avril 2011 encore, la Cour Nationale de l'Argentine ratifiera un document déclarant inconstitutionnel la loi qui a permis l'expropriation des patrons.

On s'apercevra plus tard qu'au moment de renouveler les machines devenues obsolètes, les Entreprises récupérées feront face à de grandes difficultés, ne disposant bien souvent de pas suffisamment de fonds. Les difficultés énormes face auxquelles une entreprise comme Impa fait face, certains ne s'en relèveront pas.

Le cas argentin nous montre que l'autogestion s'impose d'elle-même, même à ceux qui n'y croient pas au début, et nous rappelle que si elle correspond à la démocratie et à la rationalité dont le capitalisme nous avait fait oublier l'existence, sa réussite ne peut être dissociée de la lutte plus globale pour une transformation socialiste de la société.



Chez **LIP** l'autogestion ne se fait plus dans un contexte de crise générale, mais comme réponse à une fermeture d'usine. C'est plus une arme de lutte qu'un projet économique.

En 1973, la fabrique horlogère Lip (à Palente en Franche-Comté) devenait le laboratoire de l'autogestion ouvrière. À l'origine de ce changement, la mauvaise stratégie du groupe et Lip accuse bientôt un déficit conséquent. Cette mauvaise gestion précipite l'entreprise vers sa fin. Rapidement le tribunal de commerce élit deux dirigeants provisoires. Mais le personnel, craignant les licenciements et le démantèlement (les plans du démantèlement seront d'ailleurs retrouvés plus tard dans les serviettes d'administrateurs séquestrés), en appelle à l'opinion publique. Commence alors une phase inédite d'autogestion, mise en place par les syndicalistes.

Le 12 juin, la séquestration des administrateurs leur permet de s'emparer des plans de fabrication et du stock de montres. Pour ne pas saborder Lip, la reprise de la production est décidée. Tandis qu'une somme de 3 millions de francs est budgétisée par la direction pour venir à bout des ouvriers en juillet 1973 (Il était écrit : « Avec la grève générale qu'ils déclencheront en avril, ils seront à bout de souffle au moment des congés »), les LIP ne tomberont pas dans le panneau et renonceront à la grève générale au profit d'une réduction progressive des cadences de travail et d'une désobéissance générale envers la direction au profit du nouveau pouvoir collectif qui s'installait alors. La première «paye sauvage» en août couronne cette démarche au slogan d'un «c'est possible, on produit, on vend, on se paie». Le refus de la fatalité (à l'époque, la menace de fermeture d'usine ou de réorganisation générale avec licenciements massifs paralysent les sections syndicales qui s'occupent alors surtout d'accompagner les licenciements avec le plus d'indemnités possibles), et l'unité d'action entretenue par un débat régulier, furent des valeurs – toujours d'actualité – défendues par les travailleurs et travailleuses de LIP tout le long de la lutte. Le clivage entre militants syndicaux « formés » et travailleurs « de base » donnera naissance à un comité d'action qui comptera environ 150 personnes afin que les salariés sans expérience et sans grande connaissance de la lutte puisse exprimer leurs idées à leur manière, sans le jargon des militants syndicaux chevronnés. Cette organisation informelle, vue comme « concurrente » fera très peur aux appareils syndicaux. Différentes commissions fonctionneront de manière autonome, la ligne directrice étant affinée et décidée en AG !

II/ Pourquoi est-ce une solution viable ?

Pourquoi c'est une solution viable et pourquoi personne n'y croit ? Il y a tout une propagande quotidienne, de culte du patron, qui répand l'idée que nous avons besoin d'investisseurs, d'entrepreneurs (je reproduis volontairement leur vocabulaire), tout comme nous devons payer la dette, nous devons saigner le prolétariat européen pour sauver une monnaie, et tant pis si l'économie est initialement censée être au service de l'Homme. Tout cela est admis, évident, et résulte d'un discours solidement ancré.

Les exemples ne manquent pourtant pas, et il est important de multiplier ces initiatives, et de les populariser, même quand il s'agit d'échecs, comme dit en intro, ce n'est jamais inutile.

Tout d'abord, rappelons que les pratiques d'autogestion et de démocratie directe se heurtent à beaucoup de difficultés.

Chez **Philips**, à Dreux par exemple, en pleine lutte contre un plan de fermeture, la direction fait volontairement baisser la production. Les travailleurs, qui ne sont pas mis au chômage technique, décident à la place de rester les bras ballants de relancer la fabrication de téléviseurs. Il est utile de préciser qu'afin de prévenir tout conflit social, la direction pratique une politique de flux tendu et les intrants de production ne sont pas stockés sur le site mais sur des plateformes logistiques qui en cas de conflit ne peuvent pas être bloquées par les travailleurs. Les travailleurs décident de d'approvisionner l'usine en composants à partir de plateformes situées à Dreux. La production est relancée, mais la direction reprendra le dessus, appuyées par des injonctions d'huissiers, en exigeant des caristes qu'ils déplacent les téléviseurs produits vers les lieux d'enlèvements. Devant le risque de licenciements des caristes (et la trahison d'un syndicaliste de FO qui a commencé à dénigrer la CGT et les « gauchistes » qui entraînaient les travailleurs dans l'illégalité, l'aventurisme, etc.) les travailleurs décident en AG d'abandonner l'expérience autogestionnaire qui n'aura duré que 10 jours.

A **Seafrance** également, où la lutte poursuit son cours, la direction de SeaFrance immobilisera les navires et stoppera l'activité afin de couler SeaFrance avant qu'elle ne soit reprise en SCOP (en bonne voie à ce moment là). Il suffisait que la SNCF apporte 10 millions d'euros, somme largement inférieure aux indemnités de licenciement qu'elle devra payer en cas de liquidation, pour que la SCOP puisse refinancer un des navires de la compagnie et obtenir ainsi 50 millions d'euros de liquidités. « Ils n'acceptent pas que des salariés puissent faire tourner une entreprise alors qu'eux-même n'ont pas été capables de le faire » explique un marin. Il y a peut-être des motifs plus commerciaux ou idéologiques !

Chez **Fralib**, c'est face à la délocalisation de leur activité en Pologne que les salariés ont toujours refusé la perspective de la fermeture de cette usine en définissant un plan alternatif de sauvegarde de l'emploi et de l'outil industriel. Ce plan consiste à exiger d'Unilever la cession de la marque L'Elephant, vieille marque marseillaise de plus de cent ans, et de l'outil industriel aux salariés avec un plan dégressif de commandes et de fournitures à la nouvelle entité, ce qui permettra aux travailleurs de Fralib de se retourner commercialement afin de trouver de nouveaux débouchés. Rappelons que ce plan va au-delà de la simple reprise en SCOP par les salariés et intègre la perspective d'une relance d'une filière locale de produits aromatiques et de développement du commerce équitable avec les pays du Sud. Mais la direction ne l'entend pas de cette oreille et a déjà tenté de déménager l'outil industriel de l'usine (bien anticipé par les salariés qui occupaient alors l'usine) et a initié une procédure en référé au Tribunal d'Instance pour expulser les salariés du lieu de travail.

Comme en Argentine, à Philips, Seafrance, ou Fralib, on constate plusieurs difficultés. Les tentatives de sabotage de ceux qui n'ont rien à y gagner, par opposition commerciale ou idéologique, et faire face à des contraintes financières énormes obligeant les travailleurs à trouver un compromis avec un repreneur privé, ou l'Etat. Le refus des directions de céder les réseaux de distribution. L'impossibilité de profiter des « avantages » que permet un fonctionnement capitaliste... et à long terme, comme les argentins ont pu le constater, la difficulté du renouvellement de machines obsolètes.



S'il y a des difficultés, il y a donc également... des réussites !

En Espagne, **Marinaleda** par exemple : Une bonne partie des habitants est employée par la Coopérative HUMAR-Marinaleda SCA, créée par les propres journaliers après des années de lutte. Longtemps, les paysans occupèrent les terres où est aujourd'hui située la coopérative, et à chaque fois ils étaient délogés par la Garde Civile. A la fin, en 1992, ils arrivèrent à leur objectif: *"La terre pour qui la travaille"...* Leur objectif *" n'est pas le bénéfice privé mais la création d'emploi à travers la vente de produits horticoles propres et de qualité"*

Tous les salaires dans la coopérative sont égaux : à peu près 1.200 euros/mois. Dans les champs sont cultivés de haricots, artichauts, poivrons, huile d'olive extra... tout est contrôlé par les mêmes travailleurs dans toutes les phases de la production.

Les terres appartiennent à l'ensemble de la communauté. Ils ont en plus une usine de conserves, un moulin d'huile, des serres, des installations pour l'élevage et un magasin. Le salaire de chaque travailleur, qui ne tient pas compte du poste occupé, est de 47E par journée, six jours par semaine sur 35 heures hebdo..."

Autre exemple, en Italie, avec la **Fédération Municipale de Base de Spezzano Albanese**. La Fédération municipale de base (FMB), est la résultante d'une présence anarchiste très enracinée sur le territoire depuis le début des années 1970. À cette époque, l'administration de Spezzano Albanese était aux mains des communistes et elle n'avait rien à envier aux pratiques des démocrates-chrétiens dans le domaine de la corruption, du vol et du clientélisme. En 1992, survient un vrai tremblement de terre politique. L'administration communale (PCI) est décapitée par la magistrature pour avoir embauché un employé de l'école d'une manière illégale. Cette situation est le symbole pour l'opinion publique de la justesse de toutes les mobilisations menées par les anarchistes jusque là. Il fut alors proposé aux anarchistes de créer une liste alternative. Après avoir mené de nombreuses campagnes abstentionnistes, face à cette situation, ils voulurent proposer autre chose qu'un abstentionnisme idéologique. Et c'est alors qu'après de nombreuses discussions naît l'idée de la FMB (Fédération municipale de base). Les anarchistes commencent à expliquer encore une fois pourquoi ils ne veulent pas se présenter et proposent une structure communaliste de base à la fois alternative à l'administration communale pour la résolution des problèmes de la ville et alternative au syndicalisme institutionnel pour la défense et l'avancée des intérêts des travailleurs, des chômeurs, des étudiants et des retraités.

Ils proposent en définitive une structure autogestionnaire de contre-pouvoir à tous ceux qui voulaient se retrouver, discuter et trouver des solutions alternatives aux problèmes sociaux avec une méthodologie de base et libertaire. Pendant la campagne électorale, ils font la proposition de créer un comité pour promouvoir une fédération municipale de base. Lors d'une assemblée générale, ils commencent à recueillir des adhésions à la FMB, par des personnes qui sentaient la nécessité de s'auto-organiser pour contrôler, au moins, le « pouvoir officiel ». La FMB est née ainsi. Elle s'est constituée comme contre-pouvoir, alternative autogestionnaire, germe d'autogouvernement face à la gestion institutionnelle et verticale du territoire et du social. Elle se réfère au concept originel du mouvement coopératif basé sur la solidarité, le mutualisme et l'égalité. La coopérative " Arcobaleno " : Quand la mairie a rendu public son intention de privatiser le service de

ramassage des ordures, et de licencier le personnel, la FMB s'est publiquement opposée au projet et a créé, avec le personnel devant être licencié, une coopérative de production et de service, la coopérative Arcobaleno, qu'ont rejoint depuis d'autres jeunes au chômage. Aujourd'hui, les activités de la coopérative vont de la peinture au nettoyage, en passant par divers services.



En **Kanaky**, il y eut les Ecoles Populaires Kanaks. Dans les années 80, le gouvernement indépendantiste issu des barricades mettra en place des écoles populaires kanaks, pour partir à la conquête de l'indépendance éducative, culturelle, politique et économique. Cette résolution, qui accompagne les occupations de terre et les barrages, appelle au « boycott scolaire » et invite les Comités de lutte à désertier les établissements coloniaux pour créer, investir et animer des écoles populaires kanak.

A Gossanah-Téouta, encore en 1995, par exemple (80 élèves, 25 animateurs bénévoles) : Les femmes, contrairement à la coutume, participeront à égalité dans les prises de décision. Les ateliers et les groupes ne sont pas constitués en fonction du niveau ou de l'âge. Les élèves ont leur champ et produisent objets artisanaux et gâteaux. Pas d'examen, juste des évaluations trimestrielles. Cette école restera toujours en toute indépendance de l'état.

Il y a donc, en matière d'autogestion et de démocratie directe, de vrais succès, de vraies solutions et de vraies difficultés. Si certaines difficultés ont été exposés déjà à travers des cas spécifiques plus haut, il y en a d'autres : Comment lutter contre l'aliénation hiérarchique et contre la division du travail entre un « travail manuel » et un « travail intellectuel » ? Comment lutter contre cette résistance du capitalisme, et donc la répression, exercée par les capitalistes à l'égard de toute tentative autogestionnaire ? Et comment la pratiquer, la diffuser suffisamment, pour pouvoir passer un jour de l'autogestion d'une usine, à l'autogestion d'une société entière, et la gestion par en bas de tous les aspects économiques, et des autres (environnement, logement, éducation, culture etc.) ?



Note : Cet exposé, qui ne traite pas de la ZAD, du Chiapas, de l'Algérie ou de la Yougoslavie par exemple, est évidemment non-exhaustif. Outre différentes revues, articles sur internet, ou événements comme la Foire à l'Autogestion, il trouve notamment ses sources dans les livres suivants :

Daniel Guérin – Ni Dieu Ni Maître, Anthologie de l'Anarchisme

CNT-RP – De l'autogestion, théories et pratiques

Collectif – L'autogestion en pratiques

AL – UCL – L'autogestion, une idée toujours neuve

Théo Rival – Syndicalistes et libertaires, une histoire de l'UTCL